

1 SEPTEMBRE 2020 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Bonsoir, Mesdames et Messieurs. Pardon de vous avoir fait attendre, mais nous étions, et je vais y revenir, avec le ministre, l'ambassadeur et quelques-uns d'entre vous, fort occupés. Je suis heureux de me retrouver devant vous, et c'est l'engagement que j'avais pris le 6 août dernier, revenir – revenir pour cette date, j'y reviendrai aussi, ô combien symbolique et ce centenaire – revenir aussi pour rendre compte et poursuivre ce qui avait été lancé le 6 août, ici même, deux jours après l'explosion et la catastrophe qui avait frappé en son cœur Beyrouth, sa population et tout le Liban. Je veux, avant toute chose, peut-être, justement, commencer par rendre compte.

Pour répondre à l'urgence qui est toujours là, même quand l'actualité internationale se concentre ou reconcentre sur d'autres drames, je veux ici dire et redire que nous ne détournerons jamais les yeux de cette urgence de soutien au peuple libanais, et donc faire le point comme je m'y étais engagé et comme je l'ai fait ce matin avec plusieurs ONG mais aussi les Nations unies et d'autres ambassadeurs sur le soutien qui a été apporté, et revenir sur la suite.

La France a donc agi dès le lendemain de l'explosion par elle-même, de toutes ses forces, et nous continuons de le faire : État, collectivités locales, entreprises, citoyens, notre armée, le ministère, évidemment le Quai d'Orsay mais aussi le ministère de l'intérieur, nos ONG avec beaucoup de volontaires et nos collectivités territoriales.

Un pont aérien et maritime a été mis en place. 8 vols et 2 navires affrétés par le ministère des Armées, un vol affrété par le groupe CMA CGM dès le 5 août, et ce pont a permis de déployer près de 140 personnels, d'acheminer 1 000 tonnes d'aide en nature. Un troisième navire vient d'arriver affrété par la fondation CMA CGM avec de l'aide en nature provenant de l'État, des collectivités territoriales, des ONG et du secteur privé.

Et à ce titre, je veux aussi remercier l'ensemble de la délégation qui m'accompagnait avec beaucoup de chefs d'entreprise mais aussi de grandes filières, qu'il s'agisse des céréales ou du lait, qui montrent l'engagement du tissu économique français, l'engagement de nos grandes entreprises, qu'il s'agisse de Sanofi, Saint-Gobain ou plusieurs autres qui étaient là pour aider au soin et à la reconstruction. 700 militaires ont été déployés et travaillent, nous l'avons vu ce matin, en parfaite coordination avec les FAL sur place pour le déblaiement d'urgence et nombre d'actions. 140 personnels et experts techniques ont été déployés (sauveteurs, déblayeurs, marins, pompiers, gendarmerie, police judiciaire, psychologues) y compris pour les besoins de l'enquête sur l'origine de l'explosion. Et il était nécessaire, comme je l'avais dit ici il y a trois semaines, que cette enquête se fasse avec l'apport d'une expertise internationale pour sa crédibilité, parce que le peuple libanais a le droit d'exiger la vérité. Je veux dire ici que, sur le plan technique, cette coopération se déroule bien et plusieurs échanges ont été organisés et effectifs entre les services d'enquête libanais et nos propres services.

Une aide médicale a été apportée pour faire face aux conséquences de l'explosion et à la pandémie avec 38 tonnes de matériel médical et de médicaments. Le ministre de la santé qui nous accompagne, et qui a pu aussi non seulement accompagner cette aide et ses déploiements mais évaluer avec l'ensemble des équipes, des ONG et des homologues libanais les besoins à venir.

Une aide alimentaire a été mobilisée, de 900 tonnes, et des matériaux de reconstruction pour 64 tonnes. Les objectifs fixés le 6 août ont donc donné lieu à l'ensemble de ces actions que je récapitule ici de manière très brève.

Cette action bilatérale, nous l'avons complétée par une mobilisation internationale. Le 9 août avec les

Nations unies, nous avons organisé une conférence internationale de soutien à Beyrouth et au peuple libanais qui a permis de mobiliser 250 millions d'euros et un appui matériel massif, et nous continuerons de solliciter la communauté internationale à l'occasion de l'assemblée générale des Nations unies dans le même esprit.

Nous nous assurons aussi que cet appui se fait dans le cadre que nous avons défini, c'est-à-dire dans la transparence, au bénéfice direct de la population et en partenariat avec la société civile. Ce matin, l'échange que nous avons tenu sur le Tonnerre aux côtés des équipes françaises, européennes et internationales, des Nations unies et de la société civile pour faire le point de notre situation a permis de montrer des véritables avancées, des résultats mais aussi des lacunes. Il y a encore trop d'aide qui arrivent et nous sommes en train de lister les pays et les entreprises qui ne passent pas par la plateforme organisée par les Nations unies. Et il y a encore des rumeurs, je dis cela parce que nous n'avons pas pu établir les preuves, mais d'aide qui pourrait être détournée, non pas de l'aide qui passe par le canal des Nations unies et par cette plateforme qui travaille en direct avec les ONG, les hôpitaux, ou les services publics avec un suivi, mais bien d'aide qui suivrait d'autres canaux et qui, aujourd'hui, donnent lieu sur les réseaux sociaux, dans les échanges qu'on peut avoir avec les ONG, à des dénonciations de manque de transparence. Je vous rassure, il ne s'agit pas ici de l'aide française ni de l'aide européenne qui passe par le truchement de cette plateforme des Nations unies, et donc nous allons clarifier ce point pour que les choses s'améliorent. On a aussi vu ce matin le besoin d'améliorer encore la coordination entre les Nations unies et l'ensemble des associations et ONG impliquées.

Tout ce qui est à améliorer, que je cite là et qui va nous occuper dans les prochaines semaines, ne doit en rien nous faire oublier la mobilisation exceptionnelle depuis le 4 août, qui est d'abord une mobilisation des Libanaises et des Libanais pour eux-mêmes, pour leurs frères, leurs sœurs, leurs amis, leurs quartiers et leur peuple, et qui est absolument exemplaire avec une jeunesse qu'on voit présente dans toutes les associations, et derrière un soutien de nos ONG, des ONG internationales et de l'ensemble de notre communauté.

Dans certains domaines, nous avons réussi à parer aux besoins les plus urgents mais le travail reste colossal et au-delà même des conséquences de l'explosion, je veux ici citer dans la durée 4 priorités que nous allons poursuivre.

La santé évidemment, pour faire face donc aux conséquences de l'explosion du 4 août, mais aussi à la pandémie qui accélère depuis, très fortement et la réalité de l'épidémie de covid-19 s'est profondément modifiée en quelques semaines. Notre soutien aux centres de santé primaires sera renforcé de même que celui que nous apportons à l'hôpital Hariri. Nous étions avec le ministre il y a quelques heures avec les équipes de l'hôpital mais aussi celle de la croix rouge et de l'AFD car nous avons ce partenariat exemplaire en la matière et 7 millions d'euros supplémentaires seront apportés pour aider l'hôpital Hariri qui concentre véritablement le traitement des patients atteints du Covid-19 et occupe un rôle extraordinaire. À côté de ça, l'aide continuera d'être déployée à l'ensemble des hôpitaux, y compris les hôpitaux privés, qui jouent un rôle très important et qui ont pu aussi bénéficier de l'aide bilatérale, en particulier de fondations et de la France.

Après la santé, c'est l'alimentaire. La deuxième priorité que nous allons continuer de poursuivre pour nous assurer que les besoins immédiats sont garantis. Construire des projets de relance économique et de soutien au secteur agricole dans la durée. Je citais la filière céréalière et la filière laitière. Ce sont deux exemples très importants et je veux saluer la mobilisation exemplaire de celle-ci. Mais nous allons continuer de mobiliser nos filières en la matière et elles sont au rendez-vous. Organiser, structurer, le faire aussi en partenariat pour soutenir la filière libanaise et régionale et le faire aussi en partenariat avec les grands transporteurs. Je citais la Fondation CMA-CGM et le groupe, évidemment, joue un rôle extrêmement important.

Troisième priorité, c'est l'éducation qui est une priorité absolue alors que la rentrée a été reportée. Il faut impérativement que les enfants retrouvent le chemin de l'école et les étudiants, celui de

l'université. C'est un problème que beaucoup de nos pays qui ont été touchés par le Covid-19 ont eu à vivre pendant le temps du confinement. Il est évidemment aggravé par l'explosion, les difficultés économiques et sociales ici, au Liban, mais c'est l'avenir du pays qui se joue et dans un pays qui a toujours su être au rendez-vous de l'éducation et de l'excellence de celle-ci. Beaucoup d'enfants que j'ai rencontrés dans les hasards de nos déplacements aujourd'hui m'ont dit ne pas avoir de rentrée. Et je crois que nous ne pouvons accepter cela comme une fatalité et donc je veux ici, dire à l'ensemble des familles des associations qui accompagnent du Gouvernement qu'il y a une mobilisation évidemment nationale à faire sur ce sujet qui est très importante. Nous allons tâcher d'y jouer notre rôle. Nous renforçons notre appui dans ce domaine. Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a fait des annonces importantes lorsqu'il est venu au mois de juillet. Nous allons évidemment compléter cet effort avec une mobilisation de 7 millions d'euros additionnels pour la réhabilitation des établissements scolaires touchés par l'explosion, l'accessibilité des manuels scolaires. 20 000 manuels ont été apportés lors de notre déplacement, en particulier pour les classes de terminale. Le soutien aux familles fragilisées, le soutien aux étudiants.

Le Fonds de soutien aux écoles chrétiennes et francophones d'Orient, dont j'avais annoncé la mise en place à Jérusalem est désormais pleinement opérationnel. Il bénéficiera largement au Liban et j'appelle les collectivités ainsi que les donateurs privés qui veulent s'engager à y contribuer. Nous continuerons de pousser cet effort. Il est absolument essentiel. Et nous allons, dans les prochaines semaines aussi, ajouter à l'effort pour les étudiants libanais venant en France, un dispositif exceptionnel sera mobilisé pour accroître le nombre de bourses, mais aussi régler le problème du coût des études, surtout pour les familles dont l'ensemble des économies sont bloquées au Liban.

Sur la reconstruction, qui est le quatrième sujet sur lequel je voulais ici insister dans ce cadre, nous amplifions notre action sur le déblaiement, la réhabilitation des logements et nous accompagnerons la reconstruction du port de Beyrouth, ce qui doit être fait dans l'intérêt du peuple libanais et lui seul. Je le disais, plusieurs entreprises sont d'ores et déjà mobilisées. J'ai cité Saint-Gobain, qui était avec nous ce matin. Beaucoup d'ONG et d'associations font un travail remarquable. Le CDCS du Quai d'Orsay a beaucoup coordonné cette aide comme toutes les autres, et je veux ici saluer son travail. Mais au-delà de cette aide d'urgence, la reconstruction doit s'organiser. On a vu le travail de beaucoup d'ONG exemplaire. Et donc, pour les logements, il faut ici, en quelque sorte, ne pas céder à ce qui pourrait être la facilité de la fraternité libanaise.

Les 300 000 personnes qui ont perdu leur logement sont logées par des proches. Il n'en demeure pas moins qu'elles n'ont plus de logement, et donc on doit reconstruire vite pour qu'elles retrouvent une vie normale, en particulier avec leurs enfants. Mais en effet, les grandes infrastructures doivent être construites au plus vite avec transparence, célérité et là aussi avec toutes les exigences de sécurité qui sont dues aux Libanaises et aux Libanais. Je pense tout particulièrement au port. Ça fait partie des réformes d'ailleurs essentielles sur lesquelles nous sommes revenus.

Nous agissons aussi pour préserver le patrimoine libanais avec l'engagement immédiat et concret de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit. Je veux saluer ici la mobilisation de ALIPH. La protection du patrimoine était essentielle, ça fait partie de ses missions, la cathédrale Saint-Georges en particulier fera partie des premiers projets. Nous allons continuer, avec le ministère aussi des Affaires étrangères et le ministère de la Culture, à mobiliser l'expertise française ainsi que des fonds pour accompagner ainsi que des fonds pour accompagner ces premiers travaux de ALIPH, dont je veux une fois encore saluer l'engagement et le travail.

Au-delà de cet appui, j'ai entendu ce qui m'a été dit ce matin sur le port et je retiens, comme je vous le disais, un message très clair : meilleure coordination entre les États, Nations Unies et société civile, la nécessité véritablement d'assurer une meilleure traçabilité sur le terrain et donc de mener les enquêtes sur les potentiels détournements qui auraient été effectués, et enfin la nécessité de sortir, d'ici trois mois, de la seule logique d'urgence ou de la seule logique humanitaire pour permettre aux Libanais eux-mêmes en s'appuyant sur leurs énergies et pour avancer vers la reconstruction économique et sociale.

Les Nations Unies ont beaucoup insisté sur l'importance de préparer dès maintenant cette deuxième phase qui va arriver, où il faut mobiliser les financements de la communauté internationale pour aller vers une reconstruction durable et sur d'autres sujets, justement, de reconquête économique et sociale. C'est pour cela que, sur ce point, je souhaite qu'on puisse avoir un rendez-vous mobilisant à nouveau la communauté internationale, et j'ai proposé qu'avec les Nations Unies, nous puissions à nouveau organiser une conférence de mobilisation de l'aide dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre sur ce volet de soutien d'appui à la deuxième phase pour le peuple libanais. Nous ne lâcherons pas cet effort et l'objectif de cette conférence de soutien sera de répondre à ce que les Nations Unies appellent cette stratégie de relèvement précoce.

Le deuxième grand volet sur lequel je voulais vous rendre compte après nos échanges du 6 août dernier et cette longue journée, c'est évidemment l'agenda politique et l'agenda de réformes. Je l'ai dit très clairement au mois d'août et je vous le redis, nous sommes là, à vos côtés, et nous le resterons. Mais le moment est aussi maintenant venu pour le Liban et ses autorités de tirer les leçons de la tragédie qui vient de se produire et d'agir en conséquence.

Je l'ai dit, je ne suis pas revenu ici pour prendre acte d'un accord entre les partis politiques libanais ou pour adouber, accepter, donner une reconnaissance à quelque choix que ce soit. Ce n'est pas le rôle de la France.

Je ne suis pas venu pour apporter je ne sais quelle caution à telle ou telle personne, ni pour acter un résultat de façade. Je suis volontaire et lucide sur les difficultés comme sur ce que nous pouvons réussir, sur ce que vous pouvez réussir.

Je suis donc venu ici pour aider le Liban et l'accompagner vers son avenir, la formation d'un Gouvernement de mission d'abord et avant tout. Un nom a été donc proposé pour constituer un tel gouvernement. Le choix de ce nom comme de son Gouvernement relève de la responsabilité des autorités du pays. Des premiers pas ont été faits. Ils doivent maintenant être suivis d'effets, de décisions concrètes, et en aucun cas, ça ne saurait être une décision ou une annonce pour solde de tout compte ou pour accompagner un centenaire à célébrer. Le Premier ministre a été désigné, ce à quoi l'ensemble des forces politiques, le Premier ministre désigné mais également les Présidents AOUN et BERRI que j'ai vus ce midi, se sont tous engagés sans exception. C'est que, dans les tous prochains jours, un Gouvernement puisse être formé qui soit ce Gouvernement de mission, avec des personnalités compétentes, formé comme un collectif indépendant qui aura le soutien de toutes les formations politiques qui se sont engagées derrière le nom du Premier ministre et donc la formation de ce Gouvernement.

Ce que je leur ai instamment demandé, ce sur quoi toutes les formations politiques sans exception se sont engagées ce soir ici même c'est que la formation de ce gouvernement ne prendrait pas plus de 15 jours. Les moyennes des dernières années sont, je le rappelle, entre, sous votre contrôle, 5 et 11 mois. Parce qu'on ne peut pas aujourd'hui considérer qu'on reprendrait les affaires comme à l'ordinaire. Ce serait une folie. Ce qui compte derrière c'est la feuille de route qui a été actée par l'ensemble des forces politiques, qui est leur feuille de route, celle qui est aussi actée par le Président BERRI, le Président AOUN, celle sur laquelle l'ensemble des Présidents et des forces politiques s'engagent, et cette fois-ci sans aucune exception. Y compris la force politique qui n'a pas soutenu le Premier ministre s'engage sur cette feuille de route. Sur la gestion des suites de l'explosion et du soutien nécessaire à la population, à la reconstruction du port et des quartiers touchés, sur les réformes dans le secteur de l'électricité, le contrôle des transferts de capitaux, la gouvernance juridique et financière, sur l'audit indispensable du secteur financier de la banque centrale et les décisions qui en découleront, sur la lutte contre la corruption et la contrebande, sur la réforme des marchés publics, sur tous ces points, l'accord de tous a été acté ce soir. Cette feuille de route est la leur, elle est portée par ce gouvernement de mission.

Il appartient maintenant aux acteurs libanais de s'entendre sur les modalités de mise en œuvre de ce

programme et donc une déclaration de gouvernement qui accompagnera la nomination de celui-ci, mais aussi un engagement de toutes les mêmes forces politiques au parlement pour que, au plus vite, chacun des textes nécessaires puisse être voté. Parce que je ne crois qu'aux rendez-vous en général, et tout particulièrement dans ces périodes, j'ai donc souhaité que nous puissions organiser une conférence internationale au même moment que la conférence internationale de soutien dans la deuxième quinzaine d'octobre. J'ai proposé qu'elle se tienne à Paris et j'y ai invité les 3 Présidents et nous y mobiliserons le groupe international de soutien au plus haut niveau ainsi que l'ensemble des dirigeants au-delà des groupes, internationaux et régionaux pour les mobilisés autour de cet agenda de réforme et construire le soutien international.

L'engagement que pour ma part je prends, c'est de tout faire face à cet agenda de réforme, et pour l'accompagner, pour mobiliser la communauté internationale en soutien, pour tout faire, pour préserver de tous les jeux de puissance régionaux et plus largement le Liban, mais aussi pour s'assurer que la communauté internationale accompagnera ces réformes du soutien financier tel qu'il avait été défini, je le rappelle dès la conférence CEDRE, mais telle qu'on peut maintenant l'élargir et peut-être lui donner encore plus de force. J'inviterai l'ensemble des forces politiques à ce rendez-vous, en marche de ce rendez-vous pour avoir un point d'étape parce que je ne crois qu'à la responsabilité.

Mais de manière très claire, si les rendez-vous ne sont pas là parce que des échéances à un mois sont actées dans cette feuille de route, nous en tirerons aussi les conséquences. Celle d'un malentendu. Je ne peux pas y croire. Je ne veux pas y croire comme vous. Mais ça n'est donc pas une carte blanche qui est donnée aujourd'hui ou un chèque en blanc, bien au contraire. C'est une fois encore une exigence avec un rendez-vous dans 6 à 8 semaines qui permet de prendre en compte ces 15 jours au plus de constitution d'un Gouvernement et ces 4 semaines d'un Gouvernement actif et donc déjà des premières échéances. J'ai noté que plusieurs formations politiques étaient prêtes à faire beaucoup plus. J'étais heureux de voir tant d'enthousiasme. Je n'ai pas voulu le réfréner, mais j'ai déjà souhaité que ce qui est le cœur de l'accord de tous soit fait, car c'est bien souvent ce qui a été reculé, reporté et étouffé depuis des décennies.

Le rôle de la France est d'aller dans ce contexte chercher des soutiens internationaux. C'est ce sur quoi je m'engage devant vous ce soir. Si l'ensemble des responsabilités et des décisions auxquelles les forces politiques et les responsables institutionnels et politiques libanais se sont engagés auprès de moi aujourd'hui et ce faisant auprès de vous, sont au rendez-vous.

Enfin, je ne voudrais pas finir ce propos sans évidemment évoquer aujourd'hui cette date si chargée d'histoire. Ce 1er septembre 2020, qui vient marquer ce centenaire. Ici même, quelques heures après cette déclaration si importante et cet acte qui a donné naissance au Grand-Liban.

Je l'ai dit à plusieurs reprises avant mon déplacement, pendant ce déplacement, même avant cette date, il y avait une amitié, une force, une fraternité entre le Liban et la France qui s'impose à nous. Elle se poursuit. Et elle se poursuit pour ce que vous êtes, pour ce que nous sommes de commun, d'indicible, de goût de la fraternité, d'amour de la liberté, d'exigence d'égalité. Notre hymne va si bien au peuple libanais, notre devise lui convient, et aussi parce que tous les principes qui prévalent de tolérance, d'art de vivre sont ceux que nous portons, et c'est ceux que j'ai retrouvés hier soir dans les yeux de FAIROUZ, dans la discussion que nous avons pu avoir, ce matin auprès des enfants et des volontaires, dans la réserve du Jaj et auprès de ces enfants du collège Saint-Joseph de Mechref qui ont chanté nos hymnes l'un après l'autre. Il y avait beaucoup de détermination chez ces enfants. Il y avait parfois la même colère que chez les adultes, mais la conviction qu'ils n'avaient aucune raison de s'habituer au malheur. Dans la dignité de la petite Tamara ce matin, il y avait beaucoup de la décence et de la force de cette jeunesse. Elle a en fait beaucoup à apprendre à beaucoup de monde et c'est pour elle que nous devons nous battre.

Ce Centenaire, je ne le vois pas simplement comme un moment de commémorer mais comme la

nécessité pour cette jeunesse et ce qu'elle nous montre de nous rappeler ce qu'il y avait dans le discours du Grand-Liban. Dans le discours de GOURAUD, je l'évoquais ce midi avec le Président AOUN, il y avait des mots très forts.

Je ne vais pas tout citer, je vous rassure. GOURAUD disait :

« N'oubliez pas non plus que vous devez être prêts pour votre nouvelle patrie à de nouveaux sacrifices. Une patrie ne se crée que par l'effacement de l'individualisme devant l'intérêt général, commandé par la foi dans les destinées nationales. De tous côtés, les témoignages affluent pour me manifester cet esprit de sacrifice. N'est-ce pas plusieurs des vôtres qui m'ont dit : nous sommes prêts désormais à faire bon marché de nos privilèges car ces privilèges étaient une garantie et on ne prend pas une garantie devant nos amis, on la prend devant des ennemis. »

Voici, Grand-Libanais, le lot sacré d'espérance et de sacrifice que vous apporte cet instant solennel.

C'était il y a 100 ans, ça pourrait être aujourd'hui.

Quelque chose s'est passé qui fait sans doute qu'on n'a pas tant fait bon marché des privilèges et que peut-être que sur le dos de cette jeunesse, on les a fait fructifier. Il ne m'appartient pas de me substituer à un grand peuple, mais en tout cas, il m'appartient, même 100 ans après, de voir que nous ne sommes pas totalement au rendez-vous de cette exigence.

Ce que je souhaite, c'est que nous puissions être au rendez-vous de cette exigence pour les années qui viennent, les mois qui viennent, parce que l'exigence commence maintenant et je ne vous lâcherai pas.